

« Concevoir des projets de ville plutôt que de construction immobilière »

Les 6^e Entretiens de l'aménagement se tiennent les 25 et 26 mars à Bordeaux. Manifestation triennale, ils réunissent les professionnels du secteur - maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, mais aussi maires et universitaires - sous l'égide du club Ville et Aménagement, présidé par Laurent Théry. Il répond à nos questions.

Quel est l'impact de la crise financière et économique sur l'aménagement ?

La crise économique que nous traversons n'a pas eu, dans l'ensemble, d'effets dévastateurs sur les projets d'aménagement, au sens immobilier du terme. Bien sûr, certaines opérations ont été retardées, et il faut nuancer selon les contextes locaux mais, globalement, l'aménagement s'en sort plutôt bien. En revanche, la profession doit s'interroger sur les profondes mutations que connaissent les villes avec les nouvelles exigences des populations en matière environnementale, l'individualisation des comportements, et la précarisation d'un nombre toujours plus important de familles.

Comment l'aménagement peut-il répondre à ces préoccupations sociales ?

On ne peut plus répondre de façon unique et mécaniste avec des statistiques et des pourcentages de logements sociaux, même s'il faut continuer d'en construire. Mais les individus et les familles en grande difficulté n'y trouvent pas leur place. Il faut des réponses plus innovantes et plus imaginatives, qui puissent s'échapper des normes et des réglementations. Sur l'île de Nantes, par exemple, on essaie de mettre en place une structure pour accueillir des SDF avec leur chien.



Laurent Théry, directeur général de la Samos Nantes et président du club Ville et Aménagement : « La transformation d'un quartier ne peut se faire que s'il existe une vraie stratégie, portée localement, qui englobe non seulement le logement mais l'éducation, l'accompagnement social, l'emploi et la culture. »

La consultation sur le Grand Paris semble avoir relancé les études sur les « grands territoires ». Qu'en est-il ?

Le grand territoire, c'est la ville d'aujourd'hui. Il faut qu'on puisse prendre en compte cette dimension, il faut en appeler à des démarches nouvelles, à des expérimentations. On tâtonne, on cherche, mais on n'a pas encore les clés. La stratégie doit être réfléchie librement, à toutes les échelles, puis se décliner en une planification de type Scot qui doit rester souple et évolutive. Mais il faut aussi régler la question de la gouvernance : les agglomérations doivent devenir des collectivités locales de plein exercice, élues au suffrage universel direct et exerçant les compétences d'urbanisme, ce que ne prévoit pas la réforme territoriale, en l'état actuel.

Construire la ville durable est désormais un objectif partagé. Comment y parvenir ?

Il faut, bien sûr, répondre aux enjeux énergétiques, à l'impératif d'une densité « amable », à la nécessité de transports collectifs efficaces... à condition d'inclure les aspects sociaux. Un écoquartier doit être une aire d'expérimentation qui devra se diffuser ensuite à la ville entière. Mais, en tout état de cause, il ne faut pas que ce soit une addition de règlements qui valide le caractère durable d'une agglomération.

REPORTAGE RÉCÉLÉON PAR OLIVIER BAYONNE

On peut réfléchir aussi à des formules de logements « très très sociaux » intégrant par exemple de l'autococonstruction. Et il faut, bien sûr, promouvoir encore plus qu'on ne le fait la mixité sociale pour lutter contre la tendance au repli sur soi, au communautarisme.

Quelle évaluation faites-vous de l'action de l'Anru, mise en place voici six ans ?

Il est indéniable qu'il y a eu un effort important de fait et que des résultats ont été obtenus. Cependant l'Anru a eu tendance à réduire les problèmes de la banlieue à des questions de démolition et de reconstruction d'immeubles, avec subventions à la clé et un effet d'aubaines pour de nombreuses municipalités. Or, la transforma-

tion d'un quartier ne peut se faire que s'il existe une vraie stratégie, portée localement, qui englobe non seulement le logement mais l'éducation, l'accompagnement social, l'emploi et la culture.

Les aménageurs peuvent-ils prendre en compte tous les problèmes sociaux ?

Oui, il faut que les métiers de l'aménagement et de l'urbanisme s'ouvrent aux autres disciplines et sachent conduire un jeu d'acteurs. Il faut en faire un métier où la stratégie, les objectifs et les méthodes comptent plus que les outils et les procédures. Les aménageurs et les urbanistes doivent concevoir des projets de ville plus que des projets de construction immobilière.